

Le projet de Constitution européenne

DIRE NON A LA CONSTRUCTION D'UNE EUROPE MARCHANDE

Sans la moindre consultation des citoyens, les gouvernements européens soutenus par les milieux patronaux nous proposent un projet de Constitution destinée à consacrer et aggraver encore plus les atteintes aux droits des travailleurs en cours dans nos pays.

Ainsi ce projet :

- confirme le choix du démantèlement du secteur public en favorisant les privatisations au seul bénéfice des actionnaires des grands groupes de la finance internationale et en détriment de ses travailleurs et de ses usagers ;
- ignore le droit au travail des citoyens et le remplace par la précarité et l'instabilité de l'emploi comme système social, et ce pour assurer une rentabilité toujours plus grande au capital sur le dos des travailleurs ;
- favorise la spéculation des capitaux en libéralisant ses flux sans aucun contrôle des pouvoirs publics ; donne à la Banque centrale européenne tous les pouvoirs pour décider des politiques des dépenses publiques et de gestion sociale des budgets correspondants ;
- abandonne toute idée de souveraineté nationale ou européenne pour les questions de défense en attribuant à l'OTAN, et donc au Pentagone, le rôle de décideur des politiques de défense.

Ainsi, cette constitution va rendre impossible toute progression vers une Europe sociale.

Donner la parole aux peuples

Depuis plus d'un an, les chefs d'Etat et de gouvernement travaillent au projet de « Constitution européenne », sans qu'à aucun moment les peuples n'aient été consultés.

Il y a urgence puisque cette Constitution est appelée à durer dans le long terme. Pour la réviser, il faudra une décision à l'unanimité de tous les pays membres.

Informez ! Les communistes considèrent qu'un énorme effort d'information et de pédagogie doit être fait, et ce, au niveau européen. Car il va de soi que pour contrer, par exemple, le chantage aux délocalisations ou à l'augmentation du temps de travail, la dimension européenne du conflit s'impose.

Rassemblez ! Les communistes sont évidemment déterminés à lutter avec toutes les forces progressistes, associatives, syndicales qui mettent en cause le projet de traité. A travailler à des convergences fortes. Contre l'Europe des patrons, construisons ensemble une Europe fondée sur le progrès social et la démocratie.

Le Parti Communiste

A nos lecteurs

Nous avons reçu quelques réactions, parfois critiques, par rapport à tel ou tel article publié dans nos colonnes. Tout d'abord, il convient de rappeler que tout article signé n'engage que son auteur et ne représente

pas, nécessairement, la position du Parti. Ensuite, et surtout, que la vocation du DR est d'être un journal ouvert aux discussions, aux débats, aux diverses sensibilités progressistes. En ce sens, nous ne pouvons que vous encourager à nous écrire en nous faisant

part de vos commentaires. Ainsi, nous publierons dans notre prochain numéro un article de Raid Fahmi, membre du Comité central du PC irakien, en réponse à celui de John Brown sur l'Irak, publié dans le Drapeau Rouge N° 3.

Le collectif de rédaction

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
02/503.35.80

Adresse électronique : dr@belgi.net

Prix au numéro : 1 euro

Abonnement annuel : 12 euros

Abonnement de soutien : 25 et 50 euros
chômeurs, étudiants : 8 euros

ING: 310.1877676-36

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

le drapeau rouge

Numéro 4
février 2005
1 €

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Editorial

On aura invoqué avec une mauvaise foi affligeante toutes les raisons possibles et imaginables pour contourner ce débat de société... et cela n'aura pas été sans effet. Le dernier revirement du parti nationaliste SPIRIT semble bien avoir définitivement enterré le projet de consultation populaire sur la constitution européenne.

Il y eut d'abord la dénonciation d'un outil qui serait de droite sous le prétexte que De Gaulle s'en est abondamment servi. Cet argument est évidemment inepte car une consultation n'est ni de gauche ni de droite, elle est simplement l'occasion d'un débat démocratique, l'outil par lequel peut se manifester l'opinion citoyenne qui est, cette fois, particulièrement concernée par l'enjeu.

Il y eut aussi la peur affichée d'un vote fortement asymétrique au niveau communautaire. Cet argument ne tient pas plus la route. D'abord parce que l'asymétrie de la Belgique est un fait que chaque élection réaffirme sans créer plus ou moins de « séisme communautaire » que ne le ferait une consultation populaire. Mais surtout parce que la nature du referendum pressenti aurait précisément permis d'afficher des sensibilités transversales, sortant du cloisonnement communautaire. En effet, tant le modeste citoyen flamand que son collègue wallon seront pareillement victimes du programme de régression sociale que le projet constitutionnel européen nous prépare.

Il y eut enfin la crainte affichée de voir le débat monopolisé par l'extrême droite. C'est d'ailleurs ce dernier argument qui vient (officiellement du moins) de faire reculer SPIRIT. Or c'est exactement le contraire qui va se produire, parce que l'extrême droite ne demande pas mieux que de montrer comment nos institutions se forgent sur la base d'un mépris total de l'avis des gens. Elle ne peut, donc, être mieux servie pour développer ses thèses.

Ainsi, la consultation populaire semble bel et bien

enterrée. Elle l'a d'abord été par le PS qui a refusé le droit démocratique d'expression à ses membres avant de le refuser également à tous les citoyens. Les pontes du PS, qui se sont empressés de voter cette Constitution ultra-libérale et de l'avaliser, craignaient sans doute de voir leur base les désavouer, comme c'est quasi systématiquement le cas lorsqu'un débat de fond est organisé sur ce thème. A nouveau, une décision essentielle pour notre avenir sera prise sans consulter la population. Raison de plus de combattre, avec force, ce projet et ses mentors.

Sommaire

AGC :
LE VERRE BRISÉ NE
PORTE PAS BONHEUR
Pierre NOWEL
page 2

40 HEURES :
LES STRATEGIES
DU CAPITALISME
MONDIAL
Luc DELVAUX
pages 4, 5 et 6

AU DELA DES LOIS
RENAULT
page 7

Entretien avec
ZOÉ GENOT :
« CETTE CONSTITUTION
ENTÉRINE UNE EUROPE
AU SERVICE
DES MARCHÉS »
pages 8 et 9

LE RETOUR D'ADOLF
Alain DE KUYSSCHE
pages 10 et 11

FACE A L' HISTOIRE
DU (DES)
COMMUNISME(S)
Jean Marie CHAUVIER
pages 12 et 13

CUBA RÉSISTE
ET FAIT LA DIFFÉRENCE
Maité PINERO
pages 14 et 15

FIN D' ANNEE
MOUVEMENTEE POUR
LES COMMUNISTES
DU CENTRE
pages 16 et 17

COURCELLES:
L' ACTION COMMUNISTE
AU CONSEIL COMMUNAL
page 18

WORKING FROG:
grenouilles prolétariennes !
page 19

Constitution européenne
DIRE NON A LA
CONSTRUCTION D' UNE
EUROPE MARCHANDE
page 20

284 emplois sur 800 en sursis à AGC Automotive Fleurus (ex Splintex). Derrière les arguments fallacieux de la direction pointe la réelle menace d'une délocalisation.



Manifestation sur le pont à côté la gare de Charleroi devant la sculpture de Constantin Meunier

Alors que les actionnaires américains en étaient encore à digérer leur dinde aux aïelles de Thanksgiving, les travailleurs de l'entreprise AGC Automotive à Fleurus, plus connue sous son ancien nom de Splintex, ne pouvaient que se demander à quelle sauce ils allaient être mangés. 284 emplois sur les 800 encore en place sont ainsi menacés suite à une annonce faite par

rus est rempli jusqu'en 2008. Prévenu de ce nouveau dégraissage (voir "un lourd antécédent"), ce 2 décembre, le personnel décidait immédiatement de prendre le contrôle des opérations, avec le soutien de ses représentants syndicaux. Après s'être emparé de l'entreprise et en avoir bloqué les accès (faut-il le rappeler, l'outil de travail appartient

UN LOURD PRÉCÉDENT

L'action des travailleurs de Splintex, si elle s'explique par un climat social perpétuellement tendu, trouve également sa source dans des événements survenus il y a quatre ans. En 2000, un licenciement de grande envergure avait déjà été décidé, et mené à son terme, par la direction de l'époque, alors que l'entreprise fleurusienne faisait déjà partie du groupe mondial de production de verres pour automobiles, Asahi AGC. Quelque 300 travailleurs avaient alors perdu leur emploi, mais la pilule était plus ou moins passée, sous promesse de la direction d'alors que ce dégraissage massif assurerait la pérennité du site fleurusien. Aujourd'hui il apparaît donc clairement que ce n'est pas le cas... Pour les délégués syndicaux, le constat est simple, le plan de restructuration de 2000, qui était probablement justifié, contrairement à celui-ci, n'a pas été suivi par la direction qui l'avait mis sur pied puisque, un mois plus tard, Splintex réemployait dans les mêmes proportions.

la direction européenne du groupe mondial nippon-américain, Asahi AGC, qui produit des verres pour l'industrie automobile. Cette nouvelle a d'autant plus étonné que le carnet de commandes d'AGC Fleu-

in fine au travailleur), le personnel de Splintex séquestrait la direction dans ses locaux. Le lendemain, il la libérait. Un geste de combat devenu rare, et qui n'a dès lors pas manqué, au minimum, d'attirer l'attention des

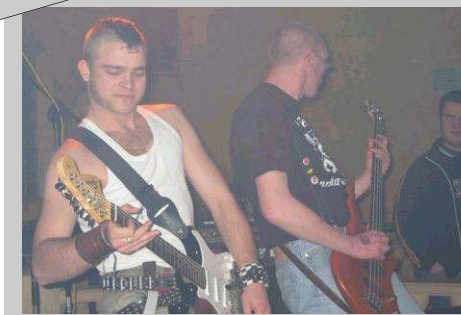
médias sur le drame qui se joue à Fleurus.

Car il s'agit bien de plus d'un tiers de l'emploi qui est ici susceptible de passer à la trappe, au plus tard à la fin 2006, un charcutage qui n'est de

AG LE VERR NE POR BON

plus quasiment motivé par aucun argument valable de la part de la direction. Continuellement avancé, le prétexte du manque de productivité du site fleurusien ne tient pas la route, pour peu que l'on confronte l'affirmation du patronat à la situation réelle vécue sur le terrain et relayée par les représentants du personnel. Jusqu'il y a peu, Splintex était le site habituel de développement de nouveaux produits du groupe Asahi pour le marché européen.

De plus, l'entreprise de Fleurus reste celle des trois entreprises (une en Italie, une en Tchéquie) qui produit les verres automobiles les plus perfectionnés (pare-brise feuilleté, verre formé, etc). Ce sont bien là deux activités qui ne peuvent pas apporter un "rendement productif", surtout en comparaison avec les produits plus "simples" (vitres plates, latérales) qui sortent des deux autres usines européennes du groupe. Diviser pour mieux régner, la maxime est évidemment appliquée par la direction européenne qui n'hésite donc pas à comparer l'incomparable pour soutenir son projet de restructuration.



WORKING FROG : grenouilles prolétariennes !

Le premier album du groupe de Dunkerque (France) vient de sortir chez Noco / Manfred Rude. Frog'n'Roll, c'est treize (j'ai peur !) titres street-punk et ska urbain.

Du punk instinctif, accessible et sauvageon.

Des chansonnettes anarchisantes, sociales, un peu « tranche de vie », potaches ou rigolotes. Quelques questions ... Et hop ! On lance la causerie avec les keupons français de Working Frog.

Le Drapeau Rouge: Vos influences musicales ?

Manu : Personnellement, je suis plutôt axé sur du street à la Rancid, Oxymoron, Los Fastidios, Bombshell Rock, Dropkick Murphys. Sinon pour la french touch, ce serait Tulaviok, Ya Basta !, Brigada Florès Magon, Skarface, ... Nous écoutons beaucoup de ska, Rock Steady, de la Oi!, mais aussi de la musique folklorique (celtique et bretonne).

Etienne : Waou ! Euh... donc en vrac et dans le désordre : mes influences vont du punk / oi! / ska pour les grandes lignes. En rentrant plus dans le détail, j'aime aussi le blues, le jazz (surtout influencé latino...), le rap, le métal sous à peu près toutes ses formes, la soul, Pearl Jam, la musique celte, pas mal de bandes originales de film et les chansons à textes bien écrites ... Voilà, je crois que j'ai fait le tour !

DR : Working Frog, un groupe engagé politiquement ?

Manu : Je ne dirais pas que nous sommes un groupe ultra engagé. Si nous avons des choses à dire, nous le faisons, que cela plaise ou non. Mais je tiens à garder ce côté déconnade. Je pense qu'il est possible de concilier les deux...

Etienne : Engagé ? Fatalement oui ! On n'est pas de droite, ça c'est sûr ! En même temps, notre démarche n'est pas d'avoir une étiquette. On a des affinités qu'on ne peut pas nier, je crois qu'on pourrait se définir comme des libertaires, des libres-penseurs anti-cons. Les choses bougent autour de nous, et on est obligé de prendre position pour telle ou telle chose, mais ce n'est pas motivé par un mouvement politique ça l'est plus par humanité et bon sens.

DR : Etienne, j'ai lu que tu te disais communiste. Ça te vient d'où ?

Etienne : En fait, je dois reconnaître que je le suis (n'en déplaie à certains), mais ça n'engage que moi dans le

groupe. Ensuite, c'est vrai que ça a fait partie de mon éducation lorsque j'étais tout jeune. En même temps avec l'âge, l'expérience de la vie et le regard qu'on pose sur l'actualité et l'histoire, on se forge sa propre opinion. Je n'ai jamais lu le "petit livre rouge" ou le "Manifeste", je ne me revendique pas guevariste ou maoïste, etc. J'ai pioché ce qui me correspondait le mieux. Le communisme, pour moi, reste le symbole de toutes les luttes qui ont permis au peuple de relever la tête.

DR : Ton père est militant au Parti Communiste Français ...

Etienne : Oui, de ce côté là, on peut dire qu'il a tous les défauts ! (rires) Il est militant PCF depuis un sacré bout de temps ! Plus de trente ans, si je ne dis pas de bêtises. En même temps, il est militant CGTiste. C'est, pour lui, un boulot à plein temps, en fait ! Quand je dis un boulot, c'est plus un sacerdoce.

DR : Comment jugez-vous ce premier album des Working ?

Manu : Nous sommes globalement contents. La qualité d'enregistrement est à la hauteur de nos espérances. Plus fort encore, l'album a été super bien accueilli ! Nous avons eu de très bons échos. Et encore, les gens nous préfèrent en live...

Etienne : Très content du résultat. Pour trois jours d'enregistrement, sans compter le mixage, je peux dire que j'en suis satisfait. J'aimerais bien une édition en vinyle, un de ces quatre. Mais bon, on verra ça plus tard. En tout cas, si on a l'occasion d'en sortir un deuxième, j'aimerais passer plus de temps en studio. Histoire d'avoir plus de recul, et que ce soit moins la course pour faire les prises.

DR : Concerts et festivals: meilleur(s) souvenir(s) ?

Manu : C'est toujours difficile de choisir. Des concerts, on en a fait plein ! Point de vue accueil, il y a eu le festival Primero de Mayo Alternativo du 1^{er} mai à La Louvière (sans faire de lèche particulière, c'est sincère), où nous avons été reçu comme des rois ! Sinon musicalement, ça a été le 27 novembre 2004 au Jokelson à Dunkerque avec Skud & Panik People et Golpe de Estado. Grand moment !

Propos recueillis par Sandro BAGUET

Le site de Working Frog : <http://workingfrog.free.fr/>
Contact : lejeuneet@wanadoo.fr
ou manuworking@hotmail.com

Courcelles :

L'action communiste au Conseil Communal



A qui profite réellement la crise du pétrole ? C'est cette question que se posaient les membres de l'Union Communale Progressiste et Wallonne – UCPW¹ (8,8 % et deux sièges aux dernières communales) au sein du conseil communal de Courcelles. Le Parti Communiste y est représenté par son chef de file, **Robert Tangre** (photo). C'est ainsi qu'il a développé l'argumentation suivante pour faire voter par le Conseil communal de Courcelles une motion dénonçant l'augmentation croissante des prix des produits pétroliers.

Inutile de décrire cette valse des prix ! Tous, nous en ressentons les effets tous les jours ! Il suffit de quelques minutes, voire de quelques secondes, lors de la variation des cours des produits pétroliers en bourse, pour voir leur coût augmenter !

Personne n'ignore qu'en ce qui concerne l'acheminement de ces mêmes produits et le calcul du coût réel de leur exploitation, il faut, avant qu'ils n'arrivent dans notre citerne à mazout, plusieurs semaines. Tous les budgets familiaux s'en ressentent, nous trinquons de la même façon. La note est toutefois particulièrement lourde pour les moins bien lotis d'entre nous : les chômeurs, les minimexés ou les pensionnés. Qu'en est-il aussi de ces « petits salaires », qui, du jour au lendemain, se retrouveront en dessous du minimum vital, suite à l'augmentation du coût des produits pétroliers ? Tout le monde n'est pas atteint de la même façon. Albert Frère en supportera-t-il les mêmes conséquences ?

Devant la protestation grandissante, celle des firmes de transport, des paysans ou des taximen, le gouvernement a décidé de réagir en versant une indemnité à nos concitoyens à faibles revenus sous forme d'allocation de chauffage. Mais les conditions d'octroi de celle-ci ont-elles permis à tous d'en bénéficier ? Non, sans doute ! Acte plutôt symbolique ! Mais, ô combien hypocrite, quand on sait que le montant des accises sur les produits, auquel s'ajoute celui de la taxe sur la valeur ajoutée, augmente dans des proportions considérables les recettes du gouvernement. Manne ô combien providentielle... à l'heure où les ministres s'acharnent péniblement à réaliser des économies budgétaires.

Ne sommes-nous pas aussi doublement victimes : victimes des actionnaires des sociétés pétrolières d'une part, qui organisent une réelle extorsion de fonds, mais également victimes du gouvernement, d'autre part, qui en profite pour presser davantage le citron ! Victimes aussi le sont les communes, car dans quelle mesure pèsera l'augmentation du coût des produits pétroliers sur les finances communales ? Un grand nombre de bâtiments ne sont-ils pas chauffés au mazout, et la totalité du parc automobile ne roule-t-il pas au gasoil ou à l'essence ?

Depuis la venue de l'euro, nous connaissons une augmentation constante des prix à la consommation, augmentation qui, d'ailleurs, fut jusqu'à présent niée par les divers responsables politiques. Or, les associations de consommateurs estiment que depuis l'arrivée de l'euro, l'augmentation des prix aurait atteint près de 10 %. Les revenus des ménages sont donc automatiquement grevés de 10 %, et davantage sans doute, l'index des prix à la consommation ayant été tronqué, puisque le coût des produits pétroliers n'y figure plus. Les salaires, eux, n'ont pas suivi l'augmentation du coût des produits première nécessité, celui du chauffage étant très important.

Nous reproduisons ici quelques extraits de la motion qui a finalement été votée à l'unanimité, le 23 décembre 2004 par le conseil communal de Courcelles.

« (...) Vu l'augmentation des coûts pétroliers causée principalement par la spéculation sur les valeurs boursières, vu la croissance des droits d'accises, ceux-ci représentant quelque 50 % du coût payé pour l'essence et 40 % sur le diesel routier; vu la croissance proportionnelle des revenus de l'Etat liés à la perception de la TVA (...) Estimant que les citoyens ne peuvent payer les faveurs que s'octroient les spéculateurs et les conséquences de guerres qui ne sont pas les leurs, estimant que le Gouvernement fédéral voit une recette providentielle tomber dans son escarcelle et ne peut en abuser en augmentant les droits d'accises comme il l'a encore fait récemment (...) En conséquence : Le Conseil unanime estime que la mesure la plus équitable pour empêcher une diminution des revenus de nos concitoyens est de réintroduire le coût des produits pétroliers dans l'index des prix à la consommation. Et que, d'autre part, une diminution proportionnelle des droits d'accises devait intervenir immédiatement parallèlement à l'annonce d'une diminution des coûts des produits pétroliers. Cette motion sera communiquée aux autorités fédérales, à toutes les communes francophones leur demandant de voter une motion semblable, à la presse et pour information aux Courcellois(es) au travers du bulletin communal. »

1. Le site de l'UCPW : <http://users.skynet.be/ucpw/>

LA VALSE DES DIRIGEANTS

Deuxième argument avancé par la direction : le climat social est depuis bien longtemps détestable à Splintex. Là encore, que l'on se soucie plus de la dignité humaine

C : LE BRISÉ TE PAS HEUR

ou de la grosseur de son portefeuille, la situation prend un tout autre éclairage. Car, de l'aveu même des délégués syndicaux, les travailleurs procèdent probablement plus souvent à des arrêts de travail ici qu'ailleurs. Néanmoins, les syndicalistes avancent plusieurs points. D'abord, l'entreprise est en "négociation constante" car le personnel de Splintex est à la limite du "tout flexible", un ouvrier qui travaille sur telle machine dans telle partie du bâtiment à fabriquer tel type de verre selon tel horaire peut parfaitement d'un jour à l'autre se retrouver assigné à un tout autre outil, dans un autre lieu de l'usine, à un horaire différent et vice-versa.

Ensuite, depuis les événements de 2000 (voir ci-contre *Un lourd antécédent*), le personnel a connu d'incessants changements de dirigeants. Chacun revenant sur des décisions prises avec l'équipe dirigeante précédente, forçant des "retrovailles" autour de la table de négociations. De plus, s'inquiètent aujourd'hui les représentants syndicaux, les deux précédents dirigeants assignés par le groupe Asahi à Splintex ne provenaient ni du secteur de l'automobile, ni de celui du verre. "On aurait voulu préparer la chute de Fleurus, on ne s'y serait pas mieux pris",

souçonne désormais une bonne partie des travailleurs, ouvriers et employés solidaires depuis le début de l'action.

UNE DÉLOCALISATION DÉGUISEE ?

Finalement, derrière ce licenciement collectif, décidé sans respect de la procédure Renault (appliquée en Belgique depuis la fermeture de Vilvoorde et qui impose aux directions d'entreprise un minimum de devoirs sociaux à accomplir en cas de perte massive d'emplois), se profile de plus en plus nettement une volonté de délocaliser le site fleurusien. La pratique est malheureusement devenue trop courante pour encore étonner. La direction vide un site de ses ressources, humaines d'abord, matérielles ensuite, prétextant une conjoncture défavorable, une productivité insuffisante, voire pour les moins hypocrites (mais qui sont incidemment les plus cyniques) la lourdeur des charges socia-

des travailleurs de Splintex, la "sous-direction" européenne d'Asahi aurait reçu des instructions de la direction générale du groupe mondial d'explorer des pistes pour ouvrir un nouveau site en Roumanie ou en Turquie... Au détriment de Fleurus ?

Un premier bureau de conciliation entre syndicalistes et patrons s'est soldé par un échec, ce mardi 7 décembre. Il faut préciser que jusqu'ici, les syndicalistes n'ont toujours eu en face d'eux, au mieux, que les dirigeants européens du groupe mondial Asahi. Il faut malheureusement se demander si les dirigeants japonais et américains ne considèrent pas le drame humain de Fleurus comme rien de plus qu'un petit nid de poule fâcheux sur l'autoroute du profit...

A Fleurus, les travailleurs sont au moins certains d'une chose, ce plan de restructuration ne se justifie pas par des raisons économiques objec-

L'INTERNATIONALE SAINT-NICOLIENNE

Derrière chaque emploi supprimé se tient un travailleur, un être humain, et derrière chaque travailleur se tient, bien souvent, une famille, un foyer, des enfants. La suppression d'emplois à AGC Automotive Fleurus a été décidée alors que le carnet de commandes est plein jusqu'en 2008, mais surtout elle a été annoncée au personnel après lui avoir demandé de prester des heures supplémentaires en vue de reconstituer des stocks (en prévision de la grève qui n'allait pas manquer après l'annonce du licenciement ?).

Et, encore plus dramatique, la mauvaise nouvelle a été apportée aux travailleurs au début décembre, mois toujours délicat, dédié habituellement aux fêtes de fin d'année, aux rassemblements familiaux, à la paix sur terre aux hommes de bonne volonté. Il n'était en tout cas pas question dans l'esprit des travailleurs que le drame qui se noue actuellement n'interfère avec la fête de Saint-Nicolas annuellement offerte aux enfants des travailleurs. La scène avait de quoi faire sourire, ou même reprendre espoir. Ce matin du lundi 6 décembre, le grand saint, tout de rouge vêtu, avec sa mitre, sa crosse et sa longue barbe a rendu visite, comme prévu, à l'entreprise fleurusienne. Là, les grévistes, accompagnés pour l'occasion de leurs enfants, l'ont reçu et, dans un mélange des genres réjouissant, lui ont chanté, en guise de bienvenue, l'Internationale.

les sur la masse salariale. Ensuite, elle ouvre une nouvelle usine ailleurs, à l'est ou au sud, où les ressources humaines sont plus "exploitables". Et si l'on en croit les échos relayés par les représentants

tives. Un nouveau bureau de conciliation était prévu pour ce mercredi 15 décembre.

Pierre NOWEL

"La semaine de 40 heures, sans hausse des salaires, constitue un moyen efficace pour réduire notre handicap de compétitivité", déclarait en juin dernier P. Timmermans, directeur général de la FEB¹. Dans ce débat sur l'augmentation du temps de travail, comme en général dans le vaste champ des déréglementations sociales, la coordination entre patrons européens a été particulièrement active en 2004. L'offensive a débuté en Allemagne : en été, Siemens menace de délocaliser deux de ses sites (soit 2000 emplois) en Hongrie si le personnel refuse de faire passer son temps de travail de 35 à 40 heures par semaine, sans augmentation de salaire. L'accord conclu en ce sens avec le syndicat IG Metall ouvre une brèche dans laquelle s'engouffrent avec enthousiasme d'autres groupes (Opel, Krupp, Porsche, Volkswagen, Mercedes, Thomas Cook, Lufthansa, Karstadt Quelle...), puis, en France, SEB et Bosch, la banque ABN-Amro aux Pays-Bas, ou, en Belgique, la fonderie Marichal Ketin de Sclessin (contrôlée à 80 % par le groupe allemand Gontermann Peiper) ou Siemens-Atea à Herentals.

Les exigences des patrons se fondent sur les prétendues difficultés rencontrées par leurs entreprises, dans la jungle d'une économie mondialisée (dont ils sont par ailleurs eux-mêmes les acteurs...), des difficultés qui trouveraient leur source dans les salaires trop élevés des travailleurs européens. En réalité, flanqués d'une ingénierie financière rompue à la manipulation des bilans, les patrons sont parfaitement capables de présenter d'énormes profits comme des pertes insondables. Ainsi, en 2002, une étude a montré qu'en Belgique, plus des deux tiers des entreprises qui se disaient "en difficulté", et élaboraient des plans de restructuration socialement destructeurs, faisaient en

réalité des bénéfiques². D'autre part, selon l'OCDE, la part des salaires (le ratio entre salaires et bénéfiques des entreprises) est restée stable ou a même diminué en Occident au cours des vingt dernières années³. En réalité, la motivation des patrons des grands groupes industriels est d'augmenter les bénéfiques des actionnaires, en diminuant d'autant la part des salaires. Le 5 novembre 2004, sous la menace de supprimer 33.000 emplois, la direction de VW-Allemagne arrachait au syndicat IG Metall un accord sur un plan de régression sociale très sévère, censé rapporter environ 1 milliard d'euros à VW, alors que les bénéfiques des actionnaires du groupe sont déjà estimés, pour 2004, à 1, 9 milliard d'euros⁴ ! Il est vrai que la seule annonce par une entreprise d'un plan de licenciement, si possible de caractère massif, est déjà une garantie de profit. En 1992, un consultant industriel expliquait déjà: "La réduction des effectifs est une information fort prisée par les actionnaires. Ils y voient la preuve d'une bonne gestion et d'une direction d'entreprise qui ne recule pas devant les décisions difficiles (...). Parfois on vient nous voir pour nous demander s'il est bon d'annoncer des licenciements. Par rapport aux actionnaires, c'est ce que nous recommandons⁵."

Reculs sociaux, communiqués euphoriques

Avec l'accélération de la mondialisation financière, les perspectives de délocalisation vers des pays aux salaires très bas et aux législations sociales faibles, combinées à des annonces de colossaux licenciements en Europe, ne font qu'exciter l'appétit des actionnaires, et qu'accroître les pressions qu'ils exercent sur les dirigeants d'entreprises. A cet égard, le cas de DaimlerChrysler est particulièrement éclairant. Début juillet 2004, la direction de Mercedes, la branche allemande du groupe, menace de délocaliser une partie de la production du

40 HEURES LE DRAPEAU DU CENTRE ! LES STR DU CAPI MON

site de Sindelfingen vers Brême ou vers son usine d'East London, en Afrique du Sud, une décision qui équivaldrait à la suppression de 6000 emplois. Pour maintenir l'activité à Sindelfingen, les patrons exigent des travailleurs un allongement de leur temps de travail sans augmentation de salaire, la réduction des primes de nuit, et même la suppression des cinq minutes légales de pause par heure. Malgré la mobilisation massive des travailleurs, malgré aussi le scandale suscité par la publication des invraisemblables salaires perçus par les patrons du groupe⁶, le syndicat IG Metall accepte, le 23 juillet, de sévères mesures de régression sociale, correspondant à une réduction des coûts salariaux d'environ 500 millions d'euros. En échange, la direction garantit le maintien des 6000 emplois de Sindelfingen jusqu'en 2012. Le 29 juillet, DaimlerChrysler révèle que son bénéfice net a été multiplié par plus de quatre au cours du deuxième trimestre 2004, et que le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 9 % pour atteindre 37, 1 milliards d'euros ! Alléchés par ces chiffres et séduits par les reculs sociaux arrachés chez Mercedes, les actionnaires font, en quelques heures, grimper l'action de DaimlerChrysler de manière significative⁷. Dans ces communiqués euphoriques, aucune mention n'est naturellement faite d'une garantie de l'emploi, qui risquerait de refroidir les actionnaires. Quelques mois plus tard, VW promettra également à ses travailleurs allemands, éreintés par six semaines d'actions et de né-

dre les citoyens pour un "troupeau". Ensuite, ce n'est pas le Parti Communiste, que je sache, qui invente le sentiment d'insécurité, ni le renforce (franchement, Henri ?). Ce n'est pas lui non plus qui a pondu cette réforme des polices qui coûte, de l'aveu même des mandataires, de plus en plus aux communes. Que je sache encore, le PC à La Louvière a toujours défendu (déjà lorsqu'il avait des conseillers communaux) le principe du respect du cadre de la police et un statut social et pécuniaire correct pour ses agents (on en remet donc pas "une louche", on reste logique avec ce que nous avons toujours défendu). Ce n'est pas de sa faute (au PC) s'il est devenu extrêmement difficile de fixer un cadre policier permanent et donc de mettre en place une police de proximité stable. On s'en éloigne même de plus en plus fort. Ce n'est pas nous non plus qui avons accablé les policiers de tâches administratives qui les ont éloignés du travail de terrain.

Cela coûte bien sûr. Le PC a toujours soutenu que l'intervention du Fonds des Communes était devenue, et depuis très longtemps, insuffisante (à qui la faute, Henri?). Le PC a fait des propositions de taxes qui permettraient des rentrées importantes pour les communes. Mais, évidemment, ces propositions vont à l'encontre de la logique libérale qui préside les politiques gouvernementales et réduit considérablement les moyens des pouvoirs publics à tous les niveaux. Que je sache la réforme de Reynders a été approuvée par tout le gouvernement... Nous partageons évidemment l'avis d'Henri : la très grosse majorité des habitants de La Louvière sont foncièrement honnêtes. Nous n'avons pas le sentiment de décrire La Louvière comme un nouveau "Chicago". Nous pensons même que l'idée de Pol Boël d'installer des caméras au centre ville et qui, selon nos informations pourrait être prise en compte par la majorité, est une CONNERIE. Mais évidemment, il ne faudra pas leur payer de salaire à ces caméras, tandis que les flics, les APS, et les éducateurs de rue... ».

A Bruxelles

Nous sommes quelques un(e)s à rejoindre le groupe PC et Jeunes Communistes à la grosse manif syn-



dicale du 21 décembre. Nos drapeaux claquent dans le vent. Franchement, c'est pas mal ! JP me lance : « C'est chouette ce groupe. Plein de jeunes. C'est dynamique ! Une bien belle présence ».

Il fait froid. Mais ça ne décourage pas les jeunes. Malgré les examens, ils sont là.

Séphian, le responsable des JC, est heureux de la mobilisation coco. T-shirt du Che, cheveux au vent et keffieh autour du cou, il emmène fièrement les troupes...

On distribue des tracts.

« Pour que nos vies changent ...

un Parti Communiste

plus fort est nécessaire ! ».

« Je suis assez impressionnée du nombre de participants. Heureusement, les gens se bougent encore pour faire valoir les droits des travailleurs. Pour ma part, je tacherai de ne pas me laisser manipuler et de me faire entendre. Surtout ne restons pas silencieux et continuons à crier nos droits et ceux des générations futures... », pense Vali, une jeune et enthousiaste sympathisante louviéroise.

On nous salue. On rencontre des potes. La manif est immense. 50.000 personnes pour réclamer de vraies conventions collectives. On ne veut pas de miettes ! Y en a marre des pressions, de la flexibilité et des blocages des salaires. On en veut pas de l'allongement du temps de travail !

Pour Stef, jeune militant louviérois, « la représentation politique affirmée et active (outre les vendeurs de gazette du PTB et de Résistance Internationale) à cette manif, c'est le PC. Visible, grâce à la dizaine de drapeaux frappés de cette belle faucille et de ce combatif marteau ! », dit-il en souriant. Il ajoute : « Je crois que la réelle alternative de gauche, à l'heure actuelle et sur le plan de la politique belge, ce sont les communistes qui la représentent ».

Sandro BAGUET

Brèves

Deux conseillers communaux communistes à Charleroi

Lors des élections de l'an 2000, la section du PC de Charleroi avait fait le choix de présenter des candidats sur la liste ECOLO qui obtint six élus. Malgré un bon score personnel en voix de préférence, nos camarades n'ont pas pu être élus directement en fonction du système de dévolution des voix de tête de liste. Fin 2004, suite à deux démissions au sein du groupe ECOLO, nous comptons dorénavant deux camarades, **Malika El Bourezgui** et **Jacques Coupez**, au sein du Conseil Communal de Charleroi. Malika est fille d'ouvrier mineur issu de l'immigration maghrébine. Jacques, écologiste avant l'heure, a gagné quelques belles batailles (opposition victorieuse à la pénétration d'une autoroute, comités de défense des terrils, opposition à l'implantation d'un centre de tri aux abords d'une réserve naturelle, ...).

Manage : exemplaire Robert Guillaume !

Il y a peu, on a fêté Robert. Quarante années de mandat communal et trente ans d'actions culturelles au sein de la Fondation Joseph Jacquemotte : c'est LE « cumul » dont peut s'enorgueillir notre camarade. Beaucoup de marques de sympathie (Louis Van Geyt, Claude Renard, Georges Haïne, Marcel Couteau, ...) et d'émotion.

« Ceux qui t'aiment, ce sont aussi les plus jeunes et tu le leur rends bien aussi. Il y a entre vous, malgré les années de différence, une sorte de complicité jouissive. Une complicité qui te fait dire souvent que « si tu avais vingt ans de moins » (par parenthèses, cela doit faire à peu près trente ans que je t'entends dire : « si j'avais vingt ans de moins »), tu serais (tu ajoutes quand même « un peu ») anarchiste. C'est ta façon à toi d'exprimer ta révolte, toujours juvénile et ô combien légitime, contre cette société capitaliste que tu continues à combattre encore et encore... » (extrait de l'intervention de Jean-Pierre Michiels, secrétaire de la Fédération du Centre du PC)

FIN D'ANNEE MOUVEMENTS : POUR LES COMMUNISTES EN REGION

STRATEGIES TALISMANIQUES



La Louvière

A grand renfort de pub, un propriétaire de garnis polémique autour de permis de bâtir refusés par la Ville de La Louvière. Le proprio malmené a été « la star d'un soir » aussi. Célèbre pour son passage dans l'émission Striptease de la RTBF, où on le voit virer, manu militari, un de ses pauvres bougres de locataires...

Le Parti réagit, entre dans la polémique, fait la une et son communiqué est diffusé dans la presse régionale : « Des nids ou des clapiers ? La question du logement est décidément une question récurrente à La Louvière. En toile de fond, malgré des efforts consentis, une offre encore largement insuffisante par rapport à une demande toujours plus importante. Dans un tel contexte, comment s'étonner que des marchands de sommeil occupent le vide et tentent de s'enrichir aux dépens de la collectivité. Fort heureusement, une réglementation empêche de faire n'importe quoi. Nous ne pouvons donc qu'approuver la décision du Collège de ne pas accorder de permis pour des clapiers, aussi coquets puissent-ils être, loués à 400 €/par mois. A ce prix-là, l'investissement consenti est vite amorti pour faire place à du profit maquillé en œuvre caritative. Il n'en reste pas moins vrai qu'un droit fondamental continue à être bafoué dans un pays réputé riche. L'absence ou le report de solution continue à faire le lit de l'extrême droite. Des pistes existent. Quand va-t-on mettre en chantier les projets publics de réhabilitation des importantes capacités de logements qui existent, notamment au centre ville ? Quels moyens va-t-on mettre en œuvre pour répondre aux besoins persistants de logements dignes ? Mais le problème reste entier. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics. Les communistes referont des propositions en la matière dans les prochaines semaines ».

Houdeng – Goegnies

Depuis quelques semaines, des tentatives de braquage de magasins à Houdeng remettent l'insécurité à l'ordre du jour. Le FN en profite pour distribuer des toutes-boîtes. Pas question pour nous de laisser le terrain à la crapule fasciste ! On sort un tract rapidement. On va dans les quartiers ... « Le Parti Communiste partage vos préoccupations... et vous propose cette petite réflexion. Le sentiment d'insécurité est bien présent. Cette question, qui inquiète tous les citoyens, englobe beaucoup d'aspects :

- Une société de plus en plus libérale : une mentalité ultra égoïste. On veut tout et tout de suite, l'argent facile au détriment des autres, la surconsommation, le manque de civisme et de solidarité, l'appauvrissement accru de certains, des conditions de logements peu satisfaisantes et insalubres... C'est l'insécurité sociale permanente.

- Les conditions de vie difficiles et de plus en plus précaires. Nos propositions et notre action visent globalement à garantir la sécurité d'existence. Il faut plus d'emplois, plus de pouvoir d'achat et de bons salaires, un accès aux soins, à l'enseignement, à la culture pour toutes et tous.

- Une politique visant à valoriser le statut social et pécuniaire du policier et à lui donner davantage un rôle de proximité (agent de quartier, îlotier comme on dit en France) devrait permettre d'atténuer l'insécurité dans les quartiers.

- Il faut plus de travailleurs sociaux dans les quartiers. Des animateurs et des éducateurs de rues. Mais voilà, la Ville de La Louvière supprime des emplois ! Un éducateur sur trois en moins sur Houdeng. Sur les 40 contrats APS – Assistants de Prévention et de Sécurité, bientôt la moitié auront leur C4 !

Les problèmes sont réels mais ne cédon pas aux sirènes nauséabondes de l'extrême droite ! Il y a des réponses progressistes à mettre en place face aux conséquences nuisibles de l'ultralibéralisme ! ».

Réaction socialiste

A La Louvière, ce sont les socialistes qui sont au pouvoir. Reconnu comme force politique, le PC, et ses actions, interpellent, titillent, empêchent de tourner en rond ...

Pour preuve, l'intervention du conseiller communal PS Henri Claus (également président de l'IDEMLS et de la Croix Rouge La Louvière), sur le forum de discussions internet de la section louvérienne : « Nous en sommes à plus d'un demi milliard de FB de participation "communale" au budget de la police qui elle, devient de moins en moins soumise à l'autorité précisément communale. Au niveau fédéral, la quote-part réservée au fonctionnement des services de police ne fait que croître et embellir notamment en fonction d'une nette valorisation du statut du personnel ...et c'est à ce moment que le PC de La Louvière se positionne pour une nouvelle augmentation des charges, en remet "une louche"... Pour mémoire, la Ville va devoir se farcir le coût de 250 agents opérationnels + une cinquantaine d'auxiliaires logistiques (nommables après 6 mois, alors qu'un agent communal n'accède à la nomination qu'après plus de 10 années). Par rapport à la population totale, soit environ 76.500 personnes, cela fait quand même beaucoup non ? D'autant que si nous faisons abstraction des enfants en bas âge, des personnes âgées et considérant quand même que la très grosse majorité des habitants sont foncièrement honnêtes ...C'est quoi, un état policier ? Inutile d'autre part, de renforcer le sentiment d'insécurité en bêlant avec le troupeau ».

Oufti ! Voilà que réclamer des îlotiers et des éducateurs de rues, c'est quasi du fascisme ! On a souvent tendance à oublier que les problèmes de sécurité ne se posent pas dans les quartiers bourgeois, ni dans les villes et villages des riches. Ce sont les quartiers populaires et prolétaires qui les connaissent ! On a tous le droit de vivre en paix ! Nier les problèmes, c'est faire le lit des fachos et de la droite, me semble-il.

Ici, je vous livre la réponse décapante, sur ce même forum, de notre camarade Jean-Pierre Michiels : « Tout d'abord, nous n'avons pas pour habitude de "bêler", ni de pren-

gociations, une garantie d'emploi jusque 2011, mais l'assortira sagement d'une clause d'annula-

Les principaux lobbys patronaux actifs auprès de la commission européenne

L'European Round Table (ERT) est un groupe de pression composé de 45 grands patrons de l'industrie européenne. Son président est actuellement M. G. Cromme, du groupe ThyssenKrupp. On y retrouve également plusieurs patrons très actifs dans le débat sur les 40 heures (H. von Pierer, de Siemens; J. Weber, de Lufthansa) ou encore L. Schweitzer, dont se rappellent bien les anciens ouvriers de Renault Vilvoorde... Voir <http://www.ert.be/>.

L'UNICE ("The voice of business in Europe") rassemble les fédérations patronales de 30 pays européens, qui ne font pas nécessairement partie de l'Union Européenne (on y trouve par exemple l'Union Patronale Suisse). Voir <http://www.unice.org/>.

L'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles (ACEA) est un lobby qui rassemble 13 entreprises de construction automobile, dont beaucoup se sont distinguées récemment par leurs mesures de régression sociale (DaimlerChrysler, General Motors Europe, Porsche, VW, ...). Son président est actuellement B. Pischetsrieder, de Volkswagen. Il a succédé à ce poste à L. Schweitzer, de Renault.

tion⁸...

Cette vague sans précédent de menaces patronales contre les acquis sociaux des travailleurs trouve sa source dans les dogmes de l'économie libérale, exprimés par les groupes de pression patronaux, et relayés par les politiques. Le retour aux 40 heures n'est qu'une des facettes d'une dérégulation générale du droit du travail, prônée de longue date par les grandes institutions financières. Selon celles-ci, les conditions de travail naissent naturellement des pressions du marché, le seul rôle du politique (et donc de la démocratie) étant de créer un environnement propice à ce processus. Comme l'écrivait déjà en 1995 J. D. Wolfensohn, président de la Banque

Mondiale: "Dans un tel climat de profond changement, les décisions concernant les salariés et les conditions de travail sont dictées par des pressions compétitives mondiales"⁹. Au niveau européen, cette idéologie est relayée par divers groupes de pression patronaux, qui jouent auprès de la Commission le rôle de lobbies officiels (voir l'encadré ci-dessous). Sous l'impulsion de son président, B. Pischetsrieder, de Volkswagen, l'ACEA s'est ainsi montrée particulièrement dynamique dans la promotion de ses projets sur la flexibilité du

sonnel de l'entreprise et ami personnel de Schröder, d'où l'enthousiasme de ce dernier suite à la défaite des travailleurs : "VW montre l'exemple, l'accord conclu a tout mon soutien".

Priorité aux « besoins » des entreprises

Les dirigeants allemands suivent ainsi la tendance de la plupart des politiques européens qui, en général, oscillent entre une relative passivité face aux exigences des patrons, et une complète adhésion à leurs thèses¹³. Cette démission du politique qui prône l'abandon des lois généralistes contraignantes protégeant l'ensemble des travailleurs, au profit d'une individualisation des contrats de travail, ou d'accords conclus, au cas par cas, entre syndicats et patrons. Comme l'affirme Schröder, "les fixations idéologiques sur des solutions rigides et schématiques ne répondent pas aux différents besoins des entreprises et des secteurs"¹⁴. La Banque mondiale avait, dès 1995, jeté les bases de cette évolution. Selon elle, il fallait d'urgence en finir avec les "rigidités" du marché du travail : "Une flexibilité accrue du marché du travail - en dépit de sa mauvaise réputation, le mot étant un euphémisme renvoyant à des baisses de salaire et à des licenciements - est essentielle pour toutes les régions entreprenant des réformes en profondeur"¹⁵. Les législations sur le travail seraient donc autant de rigidités archaïques¹⁶ qui entraveraient la prospérité des entreprises, unique source du bien-être commun, et il importe que les salariés puissent, individuellement, choisir leur régime de travail, indépendamment de tout mécanisme de solidarité collective. Comme l'affirmait l'ancien président du patronat français, D. Kessler: "Le contrat de travail est une affaire individuelle entre deux parties qui doivent négocier librement leurs préférences. En ce sens, le contrat doit se substi-

tuer à la Loi qui ne doit intervenir que subsidiairement¹⁷. Cette exigence a été clairement énoncée dans la prise de position de l'UNICE, transmise à la Commission Européenne le 25 novembre 2004. Selon ce rapport, "il y a des sujets (comprenez: la mondialisation capitaliste) pour lesquels une approche législative n'est pas pertinente". Dénonçant la "conception excessivement administrative et interventionniste du dialogue social, en profonde contradiction avec la logique des relations industrielles", ce communiqué souligne que les contrats souscrits entre les salariés et leurs entreprises peuvent, "en évitant d'imposer des contraintes excessives, aboutir à un meilleur équilibre entre flexibilité et sécurité qu'un texte juridiquement contraignant". Surtout, il s'agit d'empêcher que les lois sur la protection du travail s'étendent aux nouveaux pays adhérents d'Europe de l'Est, zone propice aux stratégies de délocalisations dont jouent si volontiers les entreprises occidentales ("Il faut résister à toute tentation d'appliquer un modèle unique de dialogue social aux pays adhérents d'Europe centrale et orientale")¹⁸. En Belgique, ce respect d'une soi-disant "liberté" des salariés par rapport à leur contrat de travail, imprègne aussi les prises de positions de la FEB. P. Timmermans, son directeur général, déclarait avec un beau cynisme le 29 juin 2004: "Le cas Siemens démontre que les travailleurs préfèrent travailler plus, plutôt que perdre leur emploi"¹⁹.

Face à cette offensive patronale, coordonnée et internationale, la résistance syndicale paraît parfois trop timorée, même si certaines initiatives sont encourageantes²⁰. Mais quels que soient les conflits et résistances à venir, le problème de l'allongement du temps de travail est avant tout emblématique des dégâts sociaux commis par une mondialisation économique qui échappe au contrôle public, et constitue une sphère d'activités non démocratiques, dont les tra-

vaillants sont exclus. Dès lors, il importe que le politique, soutenu par sa légitimité démocratique, reprenne le pas sur l'économique et le financier. Comme le synthétise parfaitement G. Oxley, "Il est indispensable, si la société civile veut se donner la maîtrise réelle et effective des richesses qu'elle produit, de transformer en propriété publique tous les grands groupes industriels, financiers et de distribution qui dominent la vie économique du pays, et de les intégrer dans un plan selon une définition des priorités démocratiquement élaborée pour répondre, non plus aux critères de rentabilité arbitrairement fixés par une poignée de privilégiés, mais aux besoins de l'ensemble de la société"²¹.

Luc DELVAUX

Notes

1. Voir: B. VAES, *Le patronat prescrit la semaine de 40 heures*, Le Soir, 29 juin 2004.
2. De Standaard, 28 mars 2002.
3. Voir aussi l'évolution de la répartition du revenu des sociétés américaines (entre salaires et bénéfices), dans: R. FORO-HAR & T. EMERSON, *La mondialisation n'est pas inéluctable*, Courrier International 724, 16-22 septembre 2004, p. 42.
4. Voir D. SAVAGE & J. VERBOVEN, *Volkswagen: un conflit de dimension européenne*, sur <http://www.ptb.bel>, 16 novembre 2004.
5. Cité par: *Le nouveau capitalisme*, Manière de Voir 72, Le Monde diplomatique, décembre 2003-janvier 2004, p. 41.
6. Voir: J. MACKENZIE, *La rémunération des patrons allemands sur la sellette*, Yahoo! Finance 22 juillet 2004 (<http://fr.biz.yahoo.com>). Le patron de Daimler-Chrysler, J. Schrepp, est doté d'une rémunération mensuelle de 435.000 euros. Lors de la fusion entre Daimler et Chrysler, les revenus du comité de direction ont été augmentés de 466 % !
7. Voir le compte rendu des événements sur le site de Yahoo!Finance, pour le mois de juillet 2004 (<http://fr.biz.yahoo.com>).
8. "VW peut renoncer à l'accord si des changements essentiels devaient se produire

dans les hypothèses principales ou dans les conditions de base de l'économie, moyennant un préavis de 3 mois." (Wolfsburger Allgemeine Zeitung, 4.11.2004).

9. Banque Mondiale, *World Development Report 1995: Workers in an integrating World*, New York, Oxford University Press, 1995, préface.
10. Rencontres avec le président de la Commission, R. Prodi, et avec plusieurs commissaires le 18 février et le 2 juin 2004, puis avec G. Schröder le 7 juin.
11. S. SIEBOLD, *LEAD DaimlerChrysler conclut un accord appelé à être imité*, Yahoo!Finance, 23 juillet 2004 (<http://fr.biz.yahoo.com>).
12. En 2003, P. Hartz présidait la "Commission Hartz", chargée par le gouvernement d'élaborer une réforme de la politique de l'emploi. Les mesures proposées par cette commission s'intègrent à l'"Agenda 2010" du gouvernement Schröder, présenté au Bundestag le 14 mars 2003, prévoyant notamment des restrictions très sévères à l'octroi et au maintien des allocations de chômage. Voir: U. REHFELDT, *Allemagne: poursuite de la "réforme" de l'Etat-providence*, Chronique internationale de l'IRES, 85, novembre 2003.
13. Lire à ce sujet: A. FALJAOUI, *Le débat sur les 40 heures est relancé*, Accountancy & Tax 3/2004, 51-53.
14. S. SIEBOLD, *op. cit.*
15. Banque Mondiale, *World Development Report 1995: Workers in an integrating World*, New York, Oxford University Press, 1995, pp. 109-110.
16. "Certaines choses ne sont plus modernes dans le monde concurrentiel d'aujourd'hui" (J. Hubbert, patron de Mercedes. Voir: Yahoo!Finance 20 juillet 2004).
17. Cité par B. SAICY, *Statut du travail. Nouveau statut, nouvelles perspectives*, Politique, mars 2003, p. 68.
18. Pour le texte complet de cet important document, voir <http://www.unice.org/>, en date du 25 novembre 2004.
19. C'est nous qui soulignons. Voir: B. VAES, *op. cit.*
20. Voir les documents publiés par la CNE: *Travailler plus, gagner moins, vivre mal, ou 40 heures ? 7 raisons de dire non à une mauvaise idée* (sur <http://www/cne-gnc.be/>).
21. G. OXLEY, *La nationalisation et le programme économique du socialisme*, sur <http://www.lariposte.com/>.

À la fin des années quatre-vingt, une partie de la jeunesse désocialisée et désœuvrée cherchait sa place. Dans les concerts, place de la Révolution et ailleurs, des milliers chantaient « Guillaume Tell, le temps est venu de me céder l'arbalète ». C'est avec eux que Cuba s'est dotée d'une « force de solidarité sociale » présente dans tous les quartiers. Plus de 21.000 travailleurs sociaux ont déjà été diplômés. Sept mille autres sont formés tous les ans. Cette force de solidarité s'attaque au problème des inégalités qui perdurent dans la population noire.

150.000 jeunes adultes de dix-sept à trente ans ont repris des cours de « perfectionnement intégral ». Cette seconde chance a déjà permis à 48.446 autres d'accéder à l'université. L'informatique étant enseignée dès le primaire, 13.000 professeurs ont été formés, et 3000 animateurs culturels. Ceux qui reprennent les études grâce à ces programmes peuvent entrer dans l'un des 938 centres universitaires répartis dans 169 villes.

Bien sûr, certains s'exilent. Mais on oublie ces milliers d'enseignants et de médecins qui, depuis que la Révolution existe, aident les peuples pauvres à apprendre à lire, à se soigner. Dans le bidonville de Soweto le médecin est cubain. Au Venezuela, où l'élite médicale opposée au président Chávez laisse crever les gens, ce sont des Cubains qui soignent et vaccinent.

Ils sont 25.000 à travailler, ni pour l'argent ni pour la gloire, dans les pays les plus déshérités du monde. 450 pour la seule Haïti. Librement exilés et toujours de retour. À cause de la petite différence de leur île : « En ce moment, je gagne deux ananas par mois. Alors oui, parfois je rêve de partir. Mais quand je vois les enfants de ma rue, je suis fier d'être cubain. » C'est ce que disait Pedro Albalade, « chirurgien internationaliste », mort à Quito en 1998².

Les hôpitaux en pleine rénovation ont accueilli 17.000 enfants malades de Tchernobyl. En France, nous en avons soigné quelques dizaines. Cela ne se dit pas, cela ne s'écrit pas, mais les plus pauvres le savent. C'est l'une des raisons pour lesquelles Aleida Guevara, qui fut médecin au Nicaragua, voit flotter dans les manifestations du monde entier le portrait de son père, celui d'une révolution toujours jeune³.

C'est un pays en difficulté, toujours dénigré et aussi menacé que s'il représentait une menace mondiale, qui réussit cela. Il ne faut pas que cela se sache. Cela risquerait de déranger la pensée unique en marche qui veut nous faire croire que Cuba est une tyrannie et Fidel Castro un dictateur pour nous affaiblir.

Car c'est de nous qu'il est question⁴. Défendre Cuba ce n'est pas seulement défendre la santé et l'éducation gratuite, la médecine solidaire, la culture généralisée, la recherche pionnière, tout en déplorant la rareté de l'essence, les coupures d'électricité, l'exécution d'un délinquant, l'emprisonnement de Rivero.

Défendre Cuba, c'est reconnaître cette société différente qui, malgré les choses que nous n'approuvons pas, refuse de se vendre et de renoncer aux valeurs que nous avons toujours défendues.

C'est pour cette petite différence-là que 11 millions de Cubains résistent. C'est leur choix et leur droit absolu. L'ignorer, c'est refuser de reconnaître leur conscience politique, leur suprématie morale. Ils nous soutiennent bien plus que nous ne les soutenons, car ce qui se joue là-bas, ce qui s'écrit là-bas - quelle que soit la fin de l'histoire - relève de la dignité, du grand espoir et de l'honneur de l'humanité.

Maïté PINERO

(Tribune libre parue dans L'Humanité du 14 janvier 2005)

1. L'île est interdite d'accès aux marchés internationaux, aux crédits, et paye de 30 % à 50 % plus cher les denrées importées, surtout du fait que les navires qui accostent à Cuba sont interdits d'accès aux ports des États-Unis durant six mois. La banque suisse UBS s'est vue infliger une amende de cent millions de dollars pour avoir accepté des transferts de fonds cubains.
2. *Cuba est une île*, par Danielle Bleitrach et Viktor Dedaj. Éditions Le Temps des cerises.
3. *Félicitations, Commandant, c'est une fille !* par Alessandra Riccio. Éditions Desmaret
4. *Cuba vive, Cuba Mide*, par Santiago Alba, in *Rebellion*

Brèves

Le restructurateur du mois a du peps

Colgate-Palmolive, le géant du dentifrice et du liquide vaisselle, a annoncé le 7 décembre un plan mondial de restructuration qui va entraîner 4.500 licenciements sur quatre ans, soit 12 % des effectifs, et la fermeture d'un tiers des 78 usines du groupe. Cette gestion de bon père de famille devrait rapporter 300 millions de dollars, ce qui n'est pas luxe vu qu'en 2003 le groupe n'a réalisé que 1,4 milliards de profits. Le bonus dégagé par la compression du petit personnel va permettre « une croissance supérieure des bénéfices et davantage de dépenses dans la publicité », a expliqué sans hypocrisie le PDG de Colgate, Reuben Mark. À noter que le revenu annuel du patron est de 141 millions de dollars, stock-options comprises. À vue de nez, ça fait environ soixante-dix millions de tubes de dentifrice. Pour faire briller l'émail de dents aussi longues, ça n'est pas de trop. (Source : CQFD)

Accablant rapport d'Oxfam : "les pauvres payent le prix de l'échec des pays riches"

Un nouveau rapport d'Oxfam International révèle aujourd'hui que 45 millions d'enfants supplémentaires mourront inutilement avant 2015, parce que les pays riches, contrairement à leurs engagements, échouent à fournir les ressources nécessaires pour surmonter la pauvreté.

Le rapport, intitulé « Le prix à payer », constate que les budgets d'aide au développement des pays riches représentent la moitié de ce qu'ils étaient en 1960 et que les pays à faibles revenus remboursent chaque jour 100 millions de dollars à leurs créanciers. Oxfam évalue également à 97 millions, le nombre d'enfants supplémentaires qui ne seront toujours pas scolarisés d'ici 2015, si aucune action urgente n'est entreprise.

Le Venezuela opte pour les logiciels libres

Le gouvernement vénézuélien se dirige rapidement vers l'adoption du logiciel libre, afin d'épargner de l'argent et de bâtir son indépendance technologique. « Ceci fait suite au principe de l'indépendance scientifique nationale, pour que nous ne dépendions pas uniquement de logiciels propriétaires. Si le savoir n'a pas de propriétaire, la propriété intellectuelle en revanche est un piège du néolibéralisme », a dit en septembre dernier le président vénézuélien Hugo Chávez lorsqu'il a annoncé travailler sur un décret pour adopter le logiciel libre dans l'administration publique.

(Source : <http://risal.collectifs.net/>)

Cuba résiste et fait la différence

Le 28 octobre dernier, pour la treizième fois, l'assemblée générale de l'ONU a condamné le blocus américain contre Cuba (renforcé par les dispositions Torricelli et Helms-Burton)¹. Par 179 votes contre 4 : celui des États-Unis, d'Israël, des îles Marshall (un paradis fiscal) et de la Micronésie (19.000 habitants).

À Cuba, Béatriz Roque, membre de la « société civile », s'est félicitée de la poursuite de l'embargo, « seul moyen d'obtenir une transition vers la démocratie ». Et ces gens-là s'étonnent de ne pas être portés en triomphe dans les rues de La Havane !

Le vote de l'ONU a été à peine mentionné dans la presse, qui a consacré ses titres à la libération de plusieurs opposants. Ils ont déclaré n'avoir subi aucun sévice. Le même jour, la Croix-Rouge constatait « des formes de torture » à Guantanamo Bay. Et si Raul Rivero et ses amis ont été correctement traités, ce n'est pas le cas des cinq Cubains maintenus au secret à Miami. Leur crime ? Avoir infiltré les organisations terroristes qui s'entraînent à l'arme lourde en Floride et planifient les attentats. Leurs activités n'ont rien de folklorique : en 1997, les attentats à La Havane ont tué plusieurs personnes, Cubains et touristes.

C'est dans ce climat d'attentats et d'agressivité renouvelée de la part du voisin du Nord que les opposants qui conspiraient avec la section des intérêts américains avaient été jugés et emprisonnés. Un contexte passé sous silence. S'agissant de Cuba, la disproportion de l'information est la règle. On tient le registre des emprisonnés, on donne leur bulletin de santé, autant de nouvelles qui dissimulent l'essentiel : sous le nez de l'empire, 11 millions de personnes aux prises avec les difficultés quotidiennes choisissent de résister. Depuis 1868, quand Carlos Manuel de Cespedes proclama la liberté des esclaves, en passant par 1898, date d'une indépendance chèrement gagnée mais frustrée, et par 1959, ce qui est en jeu c'est bien la souveraineté d'un peuple, sa volonté d'être un pays et non une colo-

nie.

« Cela se terminera dans un bain de sang », disait-on à Paris en 1990. Le camp socialiste s'effondrait et pour Cuba ce n'était que question de temps. À la fin des années quatre-vingt, l'ordinaire des Cubains ne se résumait plus aux produits de la Libreta. Mais c'est à nouveau le manque de tout : de nourriture, de pétrole, de travail, de transport. La perte de 35 % du PIB, de 80 % des échanges commerciaux, et l'effondrement de l'économie.

En prime, l'isolement. Les Sandinistes avaient perdu les élections. Ce pays en guerre contre les mercenaires des États-Unis avait donné toujours plus de preuves de démocratie : économie mixte, liberté de la presse et des partis d'opposition, élections libres. Mais l'agression durait et les Nicaraguayens avaient fini par acheter la paix avec un bulletin de vote.

Tant d'observateurs, tant d'exigences démocratiques quand le pays de Sandino se rêvait souverain ! Retombé dans l'oubli aujourd'hui. Il ne s'y passe plus que des choses banales : corruption, dénutrition, analphabétisme, et les gosses s'y disputent à nouveau dans les décharges d'ordures nourriture, cartons et boîtes de conserve.

Il y a eu beaucoup de sang depuis, mais pas à Cuba. Dans une Amérique latine à nouveau changeante - voyez frétiller les compteurs de démocratie pointés sur le Venezuela, le Brésil, l'Uruguay, l'Équateur, l'Argentine... -, Cuba est toujours là.

Les millions de touristes qui vont et viennent librement dans l'île discutent à tous les coins de rue, constatent que l'on y vit, que l'on y écrit, que l'on peint, que l'on danse et que l'on fait aussi la fête. Certes on y vit durement, et ce n'est pas parce qu'ils savent que la vie est bien pire dans 87 pays et si près d'eux que les Cubains l'endurent. En rouspétant, en critiquant : les spécialistes du micro-trottoir et

des enquêtes au café du commerce s'en donnent à cœur joie. Chaque jour sonne le glas du régime, on vous le dit. Cela dure depuis quarante-cinq ans.

Cela dure parce que trois générations défendent la révolution : celle qui a connu l'époque de Batista ; celle des enfants qui ont vu les conditions de vie s'améliorer puis empirer ; celle des petits-enfants pour qui la santé, l'éducation gratuite, les livres, le cinéma, les concerts à prix « offerts » sont une normalité.

Ces Cubains subissent la pénurie mais aussi les tâtonnements, les réajustements du gouvernement forcé de réagir au coup par coup à l'agressivité des États-Unis. Malgré les incompréhensions ou les désaccords, ils n'ont jamais remis en cause leur adhésion à la Révolution. Si résiste ce peuple rebelle, que personne n'a jamais fait taire - même pas Batista -, c'est dans le mouvement de sa propre société qu'il en trouve les raisons.

Cuba n'est pas un laboratoire où l'on expérimenterait une société parfaite dans des conditions idéales. C'est une oeuvre humaine, pleine d'erreurs certes, mais qui porte loin ce vieux rêve de l'humanité : bâtir un monde où Liberté, Égalité et Fraternité ne seront plus de vains mots. Aujourd'hui plus que jamais où triomphe partout la force de l'argent.

Cuba résiste et fait constamment la différence. La restructuration de l'industrie du sucre (fermeture de 70 des 150 centrales) aurait produit chez nous un séisme social. Au lieu de licencier brutalement cent mille travailleurs - selon les très démocratiques méthodes de nos si exemplaires démocraties -, le gouvernement a pris la peine de les réunir, de les consulter, de modifier ses plans, de les reconsulter. Des milliers de réunions avec Fidel Castro et les ministres, et aujourd'hui maintien des salaires, reconversions des usines et des milliers d'ouvriers de retour à l'école.

Communiqué

Au-delà des lois Renault

Trois entreprises wallonnes sont, depuis plusieurs semaines, menacées de fermeture ou de restructuration lourde.

Durobor, à Soignies, une des trois dernières usines de production de verre creux en Wallonie, est gérée par des administrateurs désignés par la SRIW, la Région détenant la quasi-totalité du capital. L'emploi, en dix ans, y a été réduit de plus d'un tiers. L'angoisse actuelle du demi-millier de travailleurs restants est causée par la détérioration de l'outil de production, des fours en particulier, l'ancienne direction ayant choisi, fin des années '90, de racheter pour quelque 300 millions de FB, une usine similaire au Royaume-Uni. L'usine fut d'ailleurs mise en faillite quelques années plus tard. Bref, une faute de gestion invraisemblable.

A Charleroi, le DR continue à consacrer ses colonnes à la lutte contre la restructuration à AGC Automotive, anciennement Splintex, producteur de pare-brises, une des rares unités rescapées d'un quart de siècle de démantèlement du secteur du verre plat belge.

Glaverbel est passée de l'orbite de la Société générale à celle du groupe français BSN-Danone, puis à celle du groupe anglais Pilkington. Elle est maintenant sous domination financière japonaise et se prépare à transférer ses activités vers l'Europe de l'Est. On investit massivement en Russie et l'on trouvera bien une unité verrière en Tchéquie pour fournir l'auto-montage en vitres bombées de qualité avec des coûts salariaux cinq fois moindres.

Eurofoil, ex-Péchinot, ex-Phénix Work, ne résiste pas plus au vent des concentrations financières internationales. L'aluminium canadien vient d'avaloir un des fleurons historiques de l'industrie métallurgique française. N'en déplaise au Président Chirac qui, après avoir laissé faire, se découvre un discours d'opportunité concernant une « nécessaire » politique industrielle française.

Bref, trois exemples subis par la Région Wallonne, avec un bi-décennal consentement puisque, comme le répètent à l'envi les exécutifs wallons depuis 1985, le « politique » n'a pas à intervenir dans l'économie de marché. Sauf comme béquille du capital, dans une servilité complète envers les grands actionnaires et les managers.

Le 21 décembre, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé simplement pour dire que la pérennité des pensions, des soins et d'une protection sociale accessible à tous passaient par une relance de l'emploi et des salaires, en tous les cas pas par la poursuite de l'hémorragie sociale, ici et dans le reste de l'Europe.

La montagne ministérielle belge a accouché, après Vilvorde, d'une souris intitulée « loi Renault ». Après le désastre de la Sabena, la programmation avalisée de la casse en sidérurgie, le nettoyage en cours des agences bancaires, la classe politique n'enfante même plus de vermisses. Et comme l'imagination d'une pléthore de ministres et de députés, au demeurant de plus en plus « héréditaires », n'est pas vraiment au pouvoir, il se trouve un ministre wallon pour proposer au bon peuple une « boîte à idées ».

Citoyens, allons mettre dans l'urne nos missives proposant des solutions pour sortir du marasme ! Mais attention : pas de remise en cause des dividendes à deux chiffres pour les principaux actionnaires, pas de transparence sur les cumuls de mandats de nos élus, pas de discours pervers contre une constitution européenne qui sacralise les stratégies mondiales du capital financier.

« La meilleure manière de faire régner la paix sociale est que le peuple ait le sentiment de son impuissance », disait Barrès. On y est ! Sauf si le mouvement syndical se ressource. Sauf si l'esprit critique renaît dans une gauche nouvelle. Sauf si l'on écoute plus les gens pas que les communicateurs. Sauf si l'on élimine enfin les causes qui font la montée du Vlaamse Belang et du Front national : la désillusion, le sentiment d'impuissance à changer les règles du jeu social, l'aggravation des difficultés et des insécurité sociales.

Les communistes considèrent qu'une relance de l'action sociale plus combative passe par la construction de réponses législatives tant au plan régional et national qu'europpéen. Il s'agit d'aller bien au-delà de la « loi Renault », d'en revenir aux notions de mise sous séquestre des entreprises qui spéculent, qui délocalisent. Il s'agit aussi de conquérir de nouveaux droits syndicaux pour intervenir dans les gestions des fonds de pension comme pour dynamiser les structures syndicales d'entreprises européennes.

Le secrétariat du Parti communiste, janvier 2005

En Belgique, des élus, comme des représentants du mouvement social et syndical, se sont engagés contre le projet de Constitution européenne.

Au DR, nous sommes convaincus que cette constitution est un enjeu majeur car elle risque d'imposer à chacun de nous pour de nombreuses années une Europe encore plus ultra-libérale et anti-sociale.

Nous sommes donc allés à la rencontre de diverses personnalités pour les interroger sur leur engagement en faveur d'un « non de gauche ». Nous débutons avec la députée fédérale Ecolo Zoé Genot.

Le prochain DR ouvrira ses colonnes à la position de Jean-Maurice Dehousse.

Drapeau Rouge : Quels sont les éléments essentiels qui motivent votre opposition à la Constitution telle qu'elle est proposée aujourd'hui?

Zoé Genot : Je dégagerais trois arguments principaux. Premièrement, cette Constitution se charge de reprendre l'ensemble des politiques à mener, surpassant son rôle qui est de définir les grands droits et devoirs du citoyen et la façon dont l'Etat est organisé. Les phrases les plus assertives du texte concernent les credo néo-libéraux : libre-circulation des capitaux, des biens, des personnes..., mais cela on sait que c'est la partie qui est la moins bien appliquée en pratique. Les beaux principes tels le commerce équitable, l'économie sociale ou le développement durable restent au stade de la déclaration de bonne intention. Cette constitution entérine une Europe au service des marchés. Deuxièmement, ce texte compte un certain nombre de reculs par rapport aux Traités précédents, tels le dialogue avec les Eglises, le renforcement du contrôle budgétaire pour les pays de la zone euro, le renforcement du démantèlement des législations nationales de protection, l'engagement à améliorer les capacités militaires de l'UE, mais pas, évidemment, d'améliorer celles de l'enseignement ou de la recherche. Troisièmement, cette constitution ne porte pas le projet d'une Europe vertueuse sur le plan international et qui ferait un contre-poids au modèle américain mais d'une Europe qui se bat pour ses intérêts et impose, par exemple en Afrique, une ouverture totale des marchés.

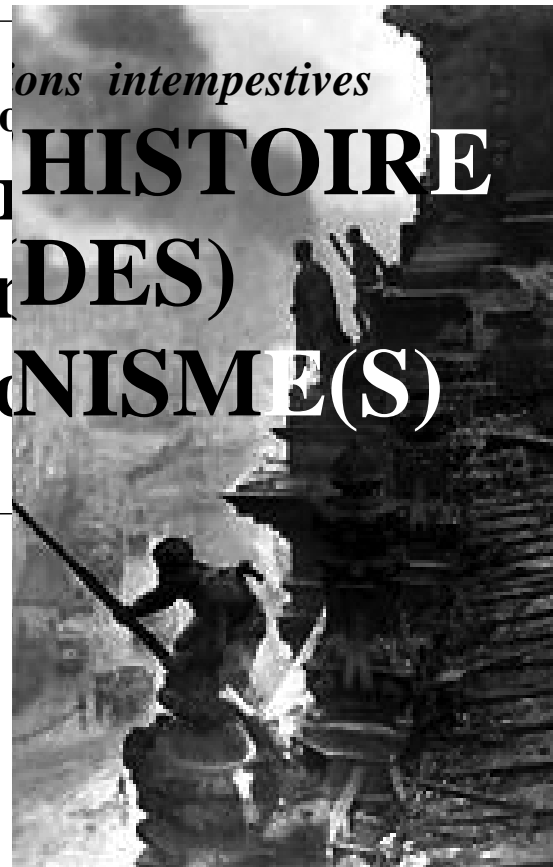
DR : Que proposez-vous comme alternative à la Constitution ? Un texte adapté, un autre texte, rien ?

ZG : On peut avoir des contre-propositions mais à l'heure actuelle le rapport de force n'est pas bon pour obtenir un bon texte. Il s'agit donc pour l'instant de tâcher de réveiller les citoyens, de les faire débattre sur l'Europe qu'ils désirent. Ce débat, c'est peut être l'opportunité de commencer à construire un rapport de force plus favorable pour, peut-être dans dix ans, avoir un autre texte.

DR : Que répondez-vous à celles et ceux qui accusent les opposants à la Constitution de faire le jeu des extrêmes (droite et gauche) et des souverainistes et d'être en d'autres termes des « anti-européens » prenant le risque de plonger l'UE



« Cette constitution est une ZG... HISTOIRE DES) au service NISME(S) »



dans une impasse institutionnelle ?

ZG : Je suis profondément pro-européenne mais je ne suis pas pour cette Europe là. Si on est prié de voter « oui » à tout ce à quoi l'extrême droite dit « non », on peut fermer les parlements, puisqu'ils s'opposent à quasi tout.

DR : Quelle est votre position par rapport à la demande de consultation populaire formulée par ATTAC ?

ZG : Le résultat des consultations populaires est parfois un peu effrayant mais je suis pour un droit à la consultation, une consultation préparée dans de bonnes conditions, susceptible d'ouvrir le débat. Il faudrait, par exemple, que chaque citoyen reçoive par la poste un livre ou une cassette reprenant un nombre égal d'arguments pour et contre cette Constitution.

DR : Comment interprétez-vous le silence médiatique et politique actuel en Belgique? Une volonté de ne pas débattre sur un sujet essentiel pour des raisons de politique interne ? La peur de voir les citoyens utiliser cet outil démocratique pour dire non à l'Europe qu'on leur propose/impose ?

ZG : Je ne crois pas à la théorie du grand complot. Si les journaux ne parlent pas de ce thème, c'est d'abord parce qu'il n'intéresse pas la plupart des citoyens.

DR : Parce qu'ils ne font pas encore le lien entre les décisions européennes et les conséquences sociales et écologiques qu'elles ont au niveau local ?

ZG : Exact.

DR : Et pourquoi cette frilosité des élus par rapport à la consultation ?

ZG : Certains ont sans doute peur d'être mis en minorité.

DR : Où en est aujourd'hui le débat au sein d'E-COLO ?

ZG : Malheureusement, le Conseil Fédéral d'ECOLO (NDLR : cet organe est en quelque sorte le parlement des militants écologistes) s'est prononcé pour la constitution par 37 voix contre 17.

DR : Pourtant, il y a quelques mois, vous sembliez

2. Juger, approuver, condamner. Au nom d'idées ou de valeurs morales "d'ici et de maintenant". Anachronismes et moralismes.
3. Ignorer les contextes historiques. Ce que font ceux qui attribuent aux seuls Bolcheviks une violence profondément enracinée dans l'Histoire de la Russie et de "notre" impérialisme.

Quelle "Histoire" peut-on écrire dans de telles trames ? Celle des vainqueurs, sans doute : voir l'actuelle criminalisation de l'URSS ou de la RDA. Celle des vaincus à l'une ou l'autre étape, écrasés de douleurs et de ressentiments. C'est bien là, l'Histoire... des idées qu'on se fait de l'Histoire. Elle en est une partie, mais non le tout. Dans la tradition marxiste, il ne s'agissait pas d'idéologiser, mais d'étudier, dans leurs interactions, les univers matériel et idéal des sociétés humaines.

Comment ne pas souscrire à la formule selon laquelle "les hommes font l'Histoire mais ne savent pas l'Histoire qu'ils font" ? En croyant "mondiale" la révolution de 1917, Lénine et Trotski ignoraient que les paysans russes l'entendraient autrement et que les ouvriers allemands ne suivraient pas. Les Bolcheviks n'avaient initialement programmé ni le partage des terres, qui leur permit de gagner le soutien des paysans, ni la NEP de 1921³, qui s'imposa pour le regagner après les déchirures de la guerre civile. La crise de la société soviétique des années vingt et son dénouement stalinien débouchèrent sur une "construction du socialisme", que nul n'avait programmée, pas même Staline. Plus tard, sa modernisation sous Brejnev aboutit à des résultats non moins inattendus. Tant les admirateurs de l'URSS que ses critiques occidentaux – libéraux, marxistes ou gauchistes – ont largement méconnu les sociétés rurales, les singularités culturelles et nationales qui ont marqué la formation des "sociétés socialistes". D'où les "surprises" des années '80... et celles des technocrates actuels débarquant dans ces sociétés avec un "prêt-à-porter" qui ne marche pas.

voient que censures et répressions, ou ne valorisent que les seules expressions dissidentes, en leur attribuant même des œuvres publiées en URSS, des écrivains, des musiciens, des cinéastes non conformistes certes, mais également bénéficiaires d'encouragements et de prix officiels qu'il est de bon ton d'"oublier" aujourd'hui.

Relectures de l'histoire : les pièges classiques

Dans les relectures de l'Histoire, on n'en finit pas de retomber – toutes tendances confondues – dans les pièges classiques :

1. Se focaliser sur l'Idée et le Parti. "La juste ligne" ou "l'Utopie au pouvoir". Impliquant la recherche de "faux prophètes" ou de "déviances" et de "traîtres" lorsque l'Histoire ne répond pas au programme prévu. C'est ainsi que les kremlinologues patentés n'ont pas vu venir la perestroïka, ni la gauche son dénouement dans un capitalisme de choc.

Comment en est-on arrivé là ? La question appartient à l'Histoire et non plus aux querelles idéologiques. "Ni rire, ni pleurer, mais comprendre" aurait peut-être conseillé Spinoza aux curieux de cette Histoire.

Les communistes feraient un constat trivial en reconnaissant que le parti unique et la dictature bureaucratique, comme le fit remarquer dès 1918 leur camarade Rosa Luxemburg, ne pouvaient guère favoriser l'émancipation sociale. Cqfd.

Plus original serait le constat qu'en reproduisant les contraintes inévitables – dans le modèle industriel – du productivisme, du travail aliéné, du taylorisme, de la destruction de la biosphère, les "bâtisseurs du socialisme" ne pouvaient découvrir d'autres horizons que ceux du... capitalisme prédateur et, in fine, de la course au profit privé. Dans ce système mondialisé, y avait-il une place, du reste, pour une quelconque "perestroïka socialiste" ?

Réfléchir sur l'Histoire réelle (et non rêvée) des rapports sociaux en URSS (ou en Chine) nourrirait, entre autres, un débat qu'évitent tant les libéraux que les "marxistes" de l'école productiviste : la réflexion critique sur le "développement".

Jean-Marie CHAUVIER

1. Il y eut UN idéal, UNE mouvance historique se réclamant des idées communistes, UNE Internationale (le Komintern de 1918 à 1943), mais une multiplicité de "communismes réels" - partis d'opposition, mouvements, parti-états.
2. Très souvent, les militants communistes d'opposition ne comprenaient pas la différence fondamentale entre eux-mêmes et les gens de pouvoir qui, à l'Est, se réclamaient de la même idéologie.
3. Abolissant le "communisme de guerre" (réquisitions et rationnement) contre lequel se révolta la paysannerie, la nouvelle politique économique de Lénine restaure, en 1921, un marché contrôlé, l'entreprise privée, la coopération librement consentie et, dans les villages, le pouvoir de fait des communautés paysannes.

Anniversaires. Il y a cent ans, la première révolution du 20^{ème} siècle, le "dimanche rouge" de janvier 1905, la révolte du cuirassé Potemkine en juin. Bientôt 90 ans, la révolution de 1917. Il y a vingt ans – mars 1985 – les débuts de la perestroïka de Gorbatchev qui provoquera "le grand dénouement".

Du "siècle des révolutions", que reste-t-il ? Plus d'amertumes que de connaissances. Des pages de la lutte des classes populaires stigmatisées ou noyées dans l'évocation de leurs tragédies. Mais comment nier les immenses bouleversements qui ont transformé les sociétés concernées, qui ont changé la face du monde, fait s'écrouler des empires, balayé les anciens régimes de servage, de grande propriété foncière et de droit divin, permis pendant plusieurs décennies à des luttes sociales et à des mouvements de libération de prendre appui sur le contrepoids à l'impérialisme américain formé par l'URSS ou, tout simplement, sur la "peur du Rouge" qu'elle inspirait aux classes possédantes ? On mesure mieux désormais ce qu'est un monde privé de cette "peur" et de ce "contrepoids". Avec ou sans "nostalgie".

Ce ne fut ni l'enfer décrit par les "livres noirs", ni le paradis rêvé par les communistes ou proclamé par l'Histoire officielle stalinienne. Les sociétés issues des révolutions ne peuvent être réduites non plus aux "révolutions trahies" qu'ont dénoncées, avec de bonnes raisons, les anarchistes, puis les trotskistes : la réalité sociale échappait aussi à leurs visions idéalistes. Entre l'Histoire réelle et "l'Histoire" fantasmée, il y a un fossé. Distinguer l'une de l'autre n'est pas évident, comme le montre la guerre froide rétrospective menée dans les réécritures convenues de l'Histoire "du" ou "des" communisme(s) !.

Qu'en ont fait les (post) communistes et leurs sympathisants après la chute du Mur ?

Bon nombre ont hâtivement "tourné la page", au nom de leurs identités nationales, ou alors de "nouvelles utopies", ou encore

d'un alter-mondialisme prudemment soustrait à la question de "l'alternative au capitalisme", elle aussi discréditée après 1989.

D'autres "ex" ont rageusement cassé leurs jouets, renié leurs anciens idéaux, cédant à la mode du dénigrement du passé socialiste. Attitude certes recommandable dans les milieux académiques et journalistiques où les anciens des PC doivent montrer patte blanche. Le reniement peut aller très loin. Face à l'Histoire, jusqu'à amalgamer "communisme et nazisme", et pour la cause occulter le caractère massif et raciste de l'extermination nazie de populations slaves et le rôle décisif de l'URSS dans la victoire de 1945. Ce genre de manipulations est très visible à l'approche du 60^{ème} anniversaire de la Victoire sur le nazisme (mai 1945-2005), tandis que l'ONU en fait une journée "de la mémoire et de la réconciliation" et que d'aucuns, en Ukraine, en pays baltes, en Croatie ou en Belgique flamande cultivent la réhabilitation des "mouvements nationaux" et des SS ayant servi Hitler.

Dans les choix politiques, le retournement va jusqu'à la participation aux guerres des Etats-Unis. Les plus politiques des "ex", d'ailleurs, ont choisi l'occasion de la chute du Mur pour radicaliser leur ralliement à la social-démocratie, elle-même dégagée de son réformisme et ralliée au libéralisme social. À l'Est, quantité d'"ex", il est vrai gens de pouvoir et non militants², sont entrés en affaires et en mafias sans états d'âme.

Il reste bien sûr un "dernier carré" stalinien, accroché aux dogmes et au souvenir du socialisme rêvé, éventuellement accolé aux nationaux souverainistes d'état pour une raison compréhensible : la "chute du communisme" s'accompagne d'une offensive impérialiste contre les états "voyous" ou dérangeants - voir la Yougoslavie, l'Irak, la Géorgie, l'Ukraine, etc. La "guerre froide" reprend dans l'espace ex-soviétique, mais il ne faut pas se tromper sur le fond : il ne s'agit plus d'un affrontement de systèmes sociaux opposés, mais de rivalités de puissances dans le partage des dépouilles de l'ex-URSS.



Quelques réflexions de René Genot : FACE A LA CONSTITUTION ENTÉRINE DU GOUVERNEMENT DE LA GAUCHE EUROPE COMMUNE DES MARCHÉS »

Enfin, il y a des communistes qui cherchent une refondation de leur identité et/ou de nouvelles voies vers l'émancipation sociale. Leur réexamen critique du passé peut avoir lieu sans renier les idéaux ni tourner les pages trop difficiles à relire, sans fermer les yeux sur les horreurs commises au nom du communisme, mais sans "liquider" non plus ce que l'expérience eut de constructif. Peut-on expédier l'URSS dans le monde des "cauchemars révolus" en ignorant l'apport de ses expériences sociales et culturelles, de son avant-garde et de bien autres élans de création artistique – arts plastiques, cinéma, théâtre, music-hall – dans les années vingt, mais aussi trente et bien au-delà, de la pédagogie de Makarenko et de ses héritiers, des théories de Vygotsky ou Bakhtine dans les domaines de la connaissance et de la culture, de Vernadski pour la biosphère et l'écologie, des littératures russe et nationales dont la célébrité au-delà des frontières fut assurée grâce à l'immense travail de traduction et de diffusion assuré par les institutions soviétiques ? Il est bon de réhabiliter cet héritage, à l'heure où ses détracteurs n'y

plutôt confiante pour le non...

ZG : Oui. Je ne comprends pas bien la décision de nombreux militants. Ils ont sans doute voulu être « raisonnables ».

DR : Cette Constitution est-elle « raisonnable » ?

ZG : Pas vraiment.

DR : N'est-elle pas la conséquence logique des précédents Traités (Maastricht, Nice...) ? N'est-elle pas le reflet de la réalité de l'Europe actuelle et passée, une Europe essentiellement économique, financière, néo-libérale ?

ZG : Si, malheureusement. Mais il ne faut pas tout mettre sur le dos de l'Europe. La grande majorité des décisions ultra-libérales de l'UE sont prises à l'unanimité lors de réunions intergouvernementales et pas par la Commission européenne. Les gouvernements nationaux portent une grande responsabilité.

DR : Quand des hommes/femmes politique de gauche soutiennent cette Constitution, que vous dites-vous ? Qu'ils manquent de lucidité ? Qu'ils manquent d'indépendance par rapport aux intérêts des puissants ? Qu'ils sont sincères mais de moins en moins à gauche ? Qu'au fond cette Constitution doit être de gauche ? ...

ZG : ... (rire) ... Certainement pas de gauche. Je ne pense pas qu'ils soient malhonnêtes. Ils deviennent sans doute plus « réalistes » à l'exercice du pouvoir et donc moins radicaux, moins à gauche. Lors du Conseil fédéral, un militant écolo a joué à renverser la situation :

Un Rothschild chez « Libération » SPECTACULAIRE MARIAGE DANS LA PRESSE FRANCAISE

Edouard de Rothschild, prince parmi les princes de l'oligarchie française, s'est décidé à investir 20 millions d'euros dans la presse. Cible choisie ? Le Figaro ? Non, « Libération », le quotidien de Serge July, ancien hyper-gauchiste, leader des tendances les plus radicales du mai 68 et créateur à ce titre du mouvement de la « Gauche prolétarienne armée ». Il est vrai que l'ancien pourfendeur du PCF et la CGT (c'était sa tâche majeure), qu'il accusait alors de « réformisme » et d'être trop mous par rapport au grand capital, s'est beaucoup assagi au point d'avoir été un des soutiens médiatiques les plus fervents des bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie.

Pour sauver les apparences, l'ancien « prolétarien armé » a affirmé solennellement que le fait que son camarade Edouard mette son argent dans Libé ne signifiait nullement qu'il allait y mettre aussi ses idées. Précaution inutile, puisque c'est July qui semble, depuis belle lurette, avoir mis les siennes dans le sillon des Rothschild. P.R.

« Imaginez que nous soyons dans un parti de droite, occupés à débattre sur une constitution de gauche, sociale,... Imaginez-vous nos dirigeants venir nous dire qu'il faut voter ce texte parce qu'au fond il aurait pu être plus à gauche encore... ».

DR : Cette Constitution arrive au moment où la majorité des gouvernements européens de l'UE des 25 sont de droite au de centre-droit. Mais pourquoi l'UE des 15, lorsqu'elle était dirigée par une large majorité de coalitions de gauche et de centre gauche, n'a-t-elle pas opéré un virage à gauche et a-t-elle au contraire avalisé une politique extrêmement libérale ?

ZG : C'est effectivement assez incompréhensible. Je crois qu'on ne s'est pas rendu compte à ce moment là de la chance unique que l'on avait.

DR : Est-ce juste une question de « distraction » ? Les élu(e)s détiennent-ils toujours le pouvoir et sont-ils toujours à même d'impulser d'importants choix de société en faveur du plus grand nombre aux dépens des intérêts des grands capitalistes ?

ZG : Je pense qu'ils en ont le pouvoir mais qu'ils ne l'utilisent pas forcément. Il faut un mouvement social pour les pousser à agir.

DR : Même des élus de gauche ?

ZG : Oui. Les grands progrès sociaux ont toujours été poussés par la rue. Prenons l'exemple des droits des immigrés, on n'aurait jamais pu obtenir la régularisation que l'on a obtenue sans le soutien populaire de l'époque.

DR : Aujourd'hui le PS et les syndicats militent contre Bolkenstein. N'est-ce pas un écran de fumée pour éviter le débat sur la Constitution ? La Constitution ne contient-elle pas 100 Bolkenstein en puissance ?

ZG : De la part de PS (NDLR : Le commissaire européen Busquin a voté en faveur de la directive Bolkenstein), la démarche est un peu douteuse en effet. Mais en ce qui me concerne, je milite contre Bolkenstein aussi car je pense que toutes les occasions de lutter contre l'ultralibéralisme doivent être utilisées.

Propos recueillis par Pierre EYBEN

blier leur énorme responsabilité dans la catastrophe des années 38 à 45 ».

La sortie du film « Der Untergang » (La chute) a remis Adolf Hitler sur les rails de l'exploitation médiatique. Le voilà qui fait la pleine couverture, et en couleurs s'il vous plaît, de magazines tels que « Der Spiegel » et « Le Point », sans que cela ne semble soulever trop de polémiques.

En revanche, l'option scénaristique, prise par l'auteur du film « Der Untergang », a provoqué quelques commotions dans le public.

Mais les raisons profondes de cette vague d'indignation réclament quelques commentaires.

Il paraît intolérable de présenter Hitler comme un être de chair et de sang, juste un peu plus fêlé que la moyenne des citoyens allemands, et non comme un monstre unique dans l'Histoire. Cependant, le dictateur nazi ne nous est pas tombé de la planète Mars, rien que pour nous embêter et liquider quelques millions de Juifs au passage.

Il est né à Braunau-sur-Inn, une bourgade autrichienne qui, aujourd'hui encore, vote comme un seul homme pour le parti nationaliste et xénophobe de Jörg Haider. Cette Autriche profonde qui considère le loden comme le sommet de l'audace vestimentaire, promène ses culottes de peau et ses chapeaux à plume dans les contreforts qui séparent le pays de la Bavière. Caricature ? Lorsque je débarque à l'aéroport de Linz, je découvre une mer verte dans laquelle la tache noire des membres de ma famille passerait presque inaperçue. Noire ? Ben oui, ma famille, ce sont des loubavitch, tout de noir vêtus, le visage caché par des Borsalino à larges bords. En dépit d'une ponction de 85 % de ses membres, cette tribu a décidé de revenir vivre dans la région où nos ancêtres ont vécu et souffert – surtout souffert.

« Nous obtenons ce que nous voulons, avoue mon cousin, car cela permet aux Autrichiens de montrer qu'ils ne sont pas antisémites et, au passage, de faire ou-

Un être de chair et de sang

Mais un rien suffirait pour faire reparaître le fantôme d'Adolf et ses éructations anti-juives. Ce qui sauve les Juifs autrichiens (ceux qui restent), c'est qu'en général, ils ne sont pas pauvres. La hargne xénophobe du pays de Mozart en profite pour se mobiliser contre les tziganes, les Roumains et les « pouilleux » d'Europe de l'Est.

Oui, Hitler était bien un être de chair et de sang. Un bonhomme qui souffrait et jurait quand il se coinçait un doigt dans le chambranle de la porte. S'il n'est pas certain qu'à la vue d'une *mädchen*, il ressentait un raidissement des tissus adipeux se balançant entre ses cuisses, son cœur fondait quand il voyait la belle Biondi s'occuper de ses chiots. Il a dû écraser une larme à la mort de sa mère et désirer mourir quand une rage de dent lui embrasait la mâchoire. Il dut même ressentir quelque chose comme de la satisfaction, voire de la fierté, au moment où ses armées écrasaient la Pologne, la Belgique, la Hollande, la France et pénétraient en Union soviétique - face aux succès militaires, quel chef de guerre ne le serait pas ?

Oui, Hitler était bien un être de chair et de sang. Comme des millions d'autres, Allemands, Autrichiens et, horreur, Belges, Français et habitants de Vanuatu. Et c'est bien ce qui dérange. Tant que l'imagerie des vainqueurs de 1945 a prévalu, la figure d'un fou furieux, vociférant, assoiffé de sang, gourmand de massacres, extatique à l'annonce des nouveaux chiffres d'éradication des Juifs, comme s'il s'agissait des résultats d'un Téléthon, cette figure-là avait de quoi nous rassurer.

En effet, cette figure-là avait cessé de vivre en 1945, son régime honni sombrant dans le pilonnage du Reichstag par l'armée soviétique, son idéologie effacée par les programmes de dénazification

concoctés par les ancêtres de la CIA. Rien que du bon.

Hitler, connais pas

En déboulonnant la statue du führer (que mon correcteur automatique Microsoft m'excuse : je ne parviendrai jamais à mettre une majuscule à ce terme), le monde occidental s'est bercé de la certitude qu'il s'était éveillé d'un mauvais rêve. Bien sûr, il restait quelques mauvais souvenirs, des témoignages de quelques « légères bavures », mais tout cela faisait partie du passé. Le monstre s'était envoyé une balle dans le ciboulot et ne vivait plus que dans les films de Leni Riefenstahl. Question de se faire peur, on annonçait de temps en temps qu'il avait pris ses cliques et ses claques et tramait son retour au pouvoir, au fond d'une quelconque forêt amazonienne. Ah, si les satellites avaient existé, nous nous serions épargnés ces frissons de panique et, qui sait, pour certains, des espoirs fous !

Une évidence s'imposait : les Allemands étaient tous fils de Conrad Adenauer et de von Brentano, son ministre des Affaires étrangères qui faisait plus pour l'image de la nouvelle Germanie que le ronronnement aléatoire des moteurs Volkswagen. Du reste, quel Allemand avait été nazi pendant la guerre ? Aucun. En tout cas, aucun survivant, contrairement aux Flamands, s'il faut en croire Jacques Brel.

Hitler ? Connais pas, nous répétait Werner von Braun qui maquillait avantageusement ses anciennes bombes V 1 et V 2 en fusées filant vers la Lune.

Il est des nôtres !

Entendu, le procès de Nuremberg nous avait débarrassés des nazis qui avaient eu le mauvais goût de ne pas partager ni l'élégant bunker de leur führer, ni son geste

Le retour d'Adolf

fatal.

Et pourtant... Que l'on m'explique cette prolifération de bouquins sur les exploits de la Wehrmacht (les unités SS usurpant une place dans ces mêmes publications). Que l'on m'explique leur nombre impressionnant face à une littérature nettement moins abondante consacrée aux troupes soviétiques, notamment. Que l'on m'explique le culte réservé au maréchal Erwin Rommel pour la seule raison qu'il aurait remis en question les décisions de Hitler et aurait trempé dans le complot qui faillit lui coûter la vie. La vérité, c'est que ce Rommel rêvait de renverser Hitler, non pour rétablir la démocratie en Allemagne, mais pour y établir un régime fort, tout juste un peu moins rugueux et tellement plus acceptable par la communauté internationale.

Que l'on m'explique que les reproductions en plastique des engins de guerre concernent en grande majorité l'héritage du IIIème Reich plutôt que les armées qui le renversèrent. Que l'on m'explique pourquoi des historiens, sous couvert « d'objectivité », tressent des lauriers aux généraux allemands tout en dénigrant les qualités de stratèges des militaires alliés.

Que l'on m'explique pourquoi des insignes nazis (swastika, pins, etc.), fabriqués à Taiwan, remportent un tel succès sur le Vieux Marché, à Bruxelles, et en 2005.

Et voilà que me vient à l'esprit une vilaine idée. Oui, Hitler était un monstre, mais il est des nôtres. Il est comme nous. Comme nous, il a eu envie de liquider les gens dont la tête ne lui revenait pas. Seulement, lui, il est passé à l'acte. Sa monstruosité, c'est d'avoir entretenu une formidable volonté pour se donner les moyens de réaliser ses rêves de dément. Et nous l'avons laissé faire. Comme on a laissé faire Pol Pot, Pinochet, Videla, Saddam Hussein (quand il liquidait les communistes). Comme on laisse faire les

potentats des pays pétroliers où on coupe les mains, on tranche les têtes, on excise les femmes, on exploite des esclaves - allonger la liste ne servirait à rien.

Au diable, les hypocrites

Cessons donc de nous voiler la bonne conscience. Hitler fait partie de notre environnement. Il sert quand on ne « sait plus de chemin » avec le combat contre l'extrême droite. Lancer l'injure « nazi » à un interlocuteur suffit à l'exclure de la discussion. On condamne Hitler, alors que l'on célèbre Napoléon qui, à ce que je sache, n'a pas laissé que de bons souvenirs à ses contemporains.

Hitler et le nazisme permettent, aujourd'hui encore, d'éviter les débats sur les choix de société. Tout ce que l'on considère comme contraire à l'idéologie dominante est nazi – même si le qualificatif « stalinien » fait, lui aussi, des merveilles. Si on veut faire oublier les réussites du communisme (il y en eut, et les Russes non-privilegiés ont tout loisir de s'en apercevoir en ce début de XXIème siècle), on trace un parallèle entre Staline et Hitler et on se dispute sur la question de savoir lequel des deux a le plus de sang sur les mains.

Officiellement, donc, Hitler, c'est caca. Et pourtant...

La publicité nazie

Le monde de la publicité, qui croit que l'on défend la démocratie en se plantant une plume dans le cul, est le secteur qui donne le plus dans l'hypocrisie et le cynisme soi-disant anti-nazis. L'esthétique hitlérienne fait les beaux jours et les beaux comptes en banque des photographes publicitaires. Ils n'hésitent pas à plagier les angles de vue de Leni Riefenstahl et la statuaire d'Arno Breker pour vendre des parfums, des collections de vêtements, et même des voitures.

Ici, c'est un jeune aryen blond et musclé, le menton volontaire, le regard martial, vous incitant à

acheter la nouvelle fragrance truc-muche. Là, un groupe d'hommes de belle stature rappelant furieusement l'alignement d'une escouade de jeunes SS. Cette représentation « ordre nouveau », sinon « nazie », envahit le monde du fitness, des produits bio et, bien entendu, des publications destinées aux gays.

Rien d'étonnant à cette fascination de la publicité pour l'imagerie nazie. Pour faire parler d'elle, la pub doit provoquer – quoi de plus aguichant que le (faux) tabou hitlérien ? Et n'oublions pas que la publicité est la composante la moins démocratique d'une société démocratique. Elle envahit tout, sans devoir répondre de ses excès – même les agences, reconnues coupables d'abus, ne sont pas sanctionnées. Les armes de la pub ont toutes été inventées, essayées, parfaites par la *Propaganda Abteilung* de Goebbels.

Et la pub n'ignore pas que mettre Hitler à la une d'un magazine fait monter ses ventes...

Hitler, voisin de Guevara

Autre facette de la question Hitler : bientôt trois générations se seront succédées sans avoir connu Hitler. Il est des nôtres, certes, mais il fait aussi partie de l'Histoire. Comme Napoléon, Gengis Khan, Attila, Tamerlan. Et il fut européen, disons même occidental.

Cela fait des années que les bazars d'Asie n'éprouvent aucun état d'âme à vendre des T-shirts à l'effigie d'Adolf, placés dans les rayons à côté des T-shirts Guevara et Mao. Les pins, les drapeaux à la swastika sont en vente libre.

Il en va de même au Moyen Orient, qui admire le massacreur de Juifs. Hitler est le héros des Loups gris turcs.

Hitler se banalise. Il fait partie de nos peurs, ces peurs qui nous font plaisir. Ces peurs qui naissent lorsque retentissent les noms de Dracula, Jack l'Eventreur et autres délicieux tueurs.

Alors quand un film nous rappelle qu'Adolf était comme nous, juste déjanté...

Alain DE KUYSSCHE